

Appel à contribution

Le Groupe canadien d'étude des parlements (GCEP) sollicite des contributions destinées à être publiées dans un ouvrage savant, bilingue et intitulé provisoirement « Le Parlement comme lieu de travail : tendances et changements ». Ce projet novateur, qui sera évalué et revu par les pairs, a pour objectif d'analyser le milieu de travail des législateurs et du personnel parlementaire qui est incontestablement unique.

Des horaires de travail imprévisibles aux différents lieux de travail, en passant par le stress et l'incertitude de la vie politique, les défis auxquels sont confrontés ceux et celles qui travaillent dans l'espace législatif sont nombreux. L'ouvrage examinera la réalité souvent difficile du travail parlementaire. Il se penchera notamment sur la nature partisane, multilingue (incluant les langues officielles), genrée, racisée et hiérarchique du Parlement en tant qu'environnement de travail et sur les normes formelles et informelles qui prévalent dans ce milieu. Il s'attardera également au contexte juridique unique dans lequel évolue le personnel parlementaire.

Le GCEP est à la recherche de contributions multidisciplinaires, basées sur une diversité d'approches méthodologiques (par exemple : études quantitatives, qualitatives, descriptives, normatives) et s'appuyant sur différentes sources de données telles que des archives, des entrevues et/ou des études de cas. Ces contributions peuvent également porter sur des sujets liés aux assemblées provinciales ou au Parlement fédéral. Voici une liste non exhaustive des sujets qui pourraient être abordés :

- Dans quel contexte juridique les personnes employées par le Parlement traitent-elles des questions de dénonciation, d'éthique, de conflit d'intérêts, de confidentialité et de privilège parlementaire ?
- Dans quelle mesure les institutions parlementaires ont-elles su contrer le harcèlement et la discrimination — sous toutes ses formes — pour les parlementaires et les membres du personnel ? Le privilège parlementaire est-il un obstacle à la résolution des enjeux de discrimination et d'harcèlement ?
- Les effectifs parlementaires sont-ils représentatifs de la diversité canadienne en termes d'autochtonie, de multilinguisme — incluant les langues officielles —, de races et de genre ?
- Comment les personnes employées et les parlementaires gèrent-ils la précarité de leur emploi et celui de l'environnement dans lequel ils évoluent ?
- Est-ce que les salaires et les conditions de travail des différents acteurs au sein du Parlement (avantages sociaux, congé de maternité, conciliation famille-travail, bourse de départ) sont adéquats ?
- Quelles sortes de normes, formelles ou informelles, guident la formulation et l'application des mesures disciplinaires (exemple : expulsion et censure) ?
- Comment peut-on caractériser l'environnement parlementaire en termes de sécurité, de civilité, de décorum et de capacité à favoriser un sentiment d'appartenance malgré la partisanerie et la propension au conflit permanent ?

Les propositions de chapitre, en français ou en anglais, d'au plus 300 mots, doivent être soumises au plus tard le 15 septembre 2023 par courrier électronique à l'adresse CSPG-GCEP@parl.gc.ca. Les propositions sélectionnées seront annoncées au mois d'octobre. Les personnes concernées seront ensuite invitées à fournir un brouillon de texte de 4000 à 6000 mots avant la fin du mois de février 2024. De plus, elles auront l'opportunité de présenter leurs travaux lors d'une conférence se déroulant en avril, portant sur le même sujet. Cette conférence se déroulera à Ottawa et le GCEP couvrira les frais de déplacement et d'hébergement de toutes les personnes participantes. Enfin, les textes seront soumis pour publication à l'éditeur à l'automne 2024. Les propositions soumises par des personnes praticiennes, ainsi que sans affiliation institutionnelle, sont les bienvenues.

Le GCEP est un organisme non partisan qui s'est donné pour mission de mieux faire comprendre le fonctionnement du régime et des institutions parlementaires en favorisant la recherche et le dialogue sur les systèmes législatifs au Canada. Apprenez-en davantage en visitant notre site web : <http://cspg-gcep.ca/>.

Si vous désirez obtenir plus d'information à propos de ce projet, veuillez communiquer avec Emmanuelle Richez à cette adresse courriel : emmanuelle.richez@uwindSOR.ca.